

Présidentielle: un banc de touche très garni

di Françoise Fressoz

La déclaration de candidature à l'élection présidentielle du secrétaire général de Renaissance, vendredi 22 mai, à Mur-de-Barrez (Aveyron), inaugure une période d'intense campagne au cours de laquelle, à coups de meetings, d'interviews et de rencontres avec les Français, deux anciens premiers ministres d'Emmanuel Macron, Gabriel Attal et Edouard Philippe, vont se jauger et tenter de démontrer que l'un est meilleur que l'autre.

Au sein de ce qu'il est convenu d'appeler le « *bloc central* » et dont les frontières apparaissent fluctuantes, la compétition ne se limite pas aux deux hommes. Il faut aussi compter avec l'ambition de Bruno Retailleau, le président du parti Les Républicains (LR), qui s'est fait désigner candidat par les militants à la mi-avril après avoir claqué la porte du premier gouvernement Lecornu et qui fait, depuis, assaut de critiques acerbes et de propositions chocs. Mais le plus étonnant est qu'il existe un banc de touche fourni, composé d'hommes et de femmes sûrs de leur valeur qui observent avec attention ce trio ayant osé se lancer dans le grand bain de la campagne présidentielle et seraient prêts à s'y jeter à leur tour si aucun des trois ne parvenait à plier le match.

Faute de mieux, le juge de paix est tout désigné : les sondages qui devront démontrer la double capacité de tel ou tel candidat à dominer son camp et à vaincre l'extrême droite. La phrase prononcée par Gérard Darmanin dans *Le Journal du dimanche* du 24 mai résume bien l'état d'esprit de ceux qui attendent leur heure : « *Je prendrai ma décision en fonction du seul intérêt de mon peuple* », y déclare le garde des sceaux mi-figue mi-raisin à l'égard d'Edouard Philippe, qu'il considère comme le mieux placé tout en mettant au défi son ami de rassembler sur son nom les électeurs de Bruno Retailleau, décrit comme le représentant de « *la droite conservatrice* », ceux de

Gabriel Attal, considéré comme le candidat de « *la social-démocratie progressiste* », et ceux de Gérald Darmanin, qui se présente comme le héraut de « *la droite sociale* ».

Capacité à lever les foules

Outre le susnommé, figurent sur le banc de touche des personnalités aussi diverses que l'ancien ministre de l'économie Bruno Le Maire, le président du groupe parlementaire LR Laurent Wauquiez, l'ancien ministre de la santé de Jacques Chirac et des affaires sociales de Nicolas Sarkozy Xavier Bertrand, auxquels on pourrait ajouter Jean Castex, Elisabeth Borne et Sébastien Lecornu. Pour avoir franchi le seuil de Matignon, ces personnalités ont acquis une connaissance intime des difficultés du pays et ne se feraient pas prier pour le servir au plus haut niveau si l'occasion se présentait. C'est humain mais le fait qu'ils soient en si grand nombre reflète l'extrême difficulté à laquelle sont confrontés les successeurs d'Emmanuel Macron : la dynamique n'est pas encore au rendez-vous, et nul ne sait si elle le sera un jour.

Edouard Philippe s'est déclaré candidat en 2024 après avoir créé son parti Horizons. Depuis, il construit sa feuille de route en bâtissant un réseau d'élus locaux, en mettant en avant ses qualités de maire triplement réélu dans une ville populaire, Le Havre (Seine-Maritime), et en distillant des propositions destinées à frapper les esprits. Un doute subsiste sur sa capacité à lever les foules, alors que plane sur son nom la malédiction qui avait frappé son mentor, Alain Juppé, longtemps favori des sondages et pourtant éliminé de la course à l'élection présidentielle en 2017.

Le deuxième personnage entré en scène, Bruno Retailleau, est accusé d'avoir rétréci ses soutiens à un carré de fidèles fanatisés au lieu d'élargir son camp. Il a pris le risque d'alimenter la crise récurrente qui frappe la droite républicaine depuis 2012. Quant à Gabriel Attal, s'il a eu l'audace de s'emparer du parti présidentiel et, ce faisant, de mettre la main sur un trésor de guerre, il ne parvient pas lui non plus à faire le plein au sein de son camp, en raison de la réputation d'homme pressé aux convictions fluctuantes qui a accompagné sa fulgurante ascension.

Les handicaps de chacun n'expliquent pas à eux seuls les difficultés rencontrées. Pour tous ceux qui se donnent pour ambition de contrer la démagogie ambiante, la

situation est très difficile. La crise pétrolière déclenchée par Donald Trump et Benjamin Nétanyahou depuis l'offensive contre l'Iran en février a mis en lumière les faiblesses de la France et de l'Europe. « *Les programmes fondés sur une croissance annuelle de 2 % sont voués à l'échec* », prévient Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement, devenu l'un des lanceurs d'alerte sur l'insoutenabilité de la dette française depuis la publication de son livre *La Dette sociale de la France* (Odile Jacob, 2025).

Interrogations sur la viabilité du modèle social français, remise en cause de la politique migratoire, durcissement de l'arsenal sécuritaire, les thèmes qui animent la campagne présidentielle de 2027 sont tout sauf légers et ce d'autant plus qu'ils s'accompagnent d'un doute à propos de la capacité de l'Union européenne à tenir le choc face au désengagement américain et à l'essor des régimes autoritaires.

Le fait que le banc de touche soit aussi garni à un an de l'élection présidentielle n'est pas forcément un signe de mauvaise santé démocratique. Encore faudrait-il qu'un sélectionneur soit en mesure d'imposer un minimum de règles du jeu. Or, ce sélectionneur n'existe pas. La loi de la jungle domine. Pour ne pas se voir accusés d'entretenir une compétition qui risquerait de conduire tout droit à un second tour entre le Rassemblement national et La France insoumise, Gabriel Attal et Edouard Philippe ont convenu de maintenir un minimum de contact en fixant au début de l'année 2027 le moment où le moins bien placé dans les sondages devra s'effacer devant l'autre. Mais, d'ici là, l'impatience risque de gagner les autres joueurs au risque d'entretenir un climat malsain de doute et de divisions à rebours des campagnes gagnantes où le jeu consiste, au contraire, à engranger au fil des mois un nombre suffisant de ralliements pour fabriquer un candidat considéré, in fine, comme un produit 100 % naturel.